

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 26/01/2026

ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**sci la charente**

9 rue de l'Ile  
l'houmée  
17250 La Vallée

Références : 0003103525/2026/35

Code AIOT : 0003103525

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2025 dans l'établissement sci la charente implanté 9 rue de l'Ile l'houmée 17250 La Vallée. L'inspection a été annoncée le 17/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- sci la charente
- 9 rue de l'Ile l'houmée 17250 La Vallée
- Code AIOT : 0003103525
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCI La Charente exploite sur la commune de La Vallée (17250), des installations de stockage de céréales soumises à la législation des ICPE au titre de la rubrique 2160 pour cette activité. Elle dispose également d'un séchoir de céréales alimenté par un réservoir de gaz propane d'une capacité de 31,64 tonnes, classé sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 4718 de la nomenclature des ICPE.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations
- Lutte contre l'incendie
- Contrôle périodique

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Contrôle périodique	AP de Mise en Demeure du 30/01/2020, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	1 mois
3	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Point 3.2 le l'annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
4	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Point 4.3 de l'annexe I	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Bruit	AP de Mise en Demeure du 30/01/2020, article 1	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection considère que l'ensemble des points de non-conformité ayant fait l'objet de l'arrêté de mise en demeure du 30/01/2020 ont été levés.

L'exploitant doit toutefois renforcer la signalisation d'interdiction d'accès au niveau de la périphérie du site (clôture, panneaux d'interdiction, etc.) afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent avoir accès aux différentes installations du silo.

Il doit également réaliser les travaux nécessaires pour rendre opérationnelle la réserve incendie présente sur le site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle périodique

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 30/01/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle périodique par un organisme agréé
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société SCI LA CHARENTE, exploitant une installation de stockage de céréales au 9 rue de l'Ile sur la commune de LA VALLEE (17250) est mise en demeure dans un délai de trois mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté de respecter les dispositions des articles suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>Article 1.8 de l'arrêté ministériel du 28/12/2007 et article 11.2 de l'arrêté ministériel du 23/08/2005 : L'exploitant réalise le contrôle périodique par un organisme agréé dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement pour les installations de stockage de céréales et pour le réservoir de stockage de gaz liquéfié relevant des rubriques 2160 et 4718 ;</li></ul> <p>[...]</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la réalisation des actions correctives permettant de respecter les articles sus-mentionnés.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mandaté un organisme agréé pour la réalisation du contrôle périodique au titre des rubriques ICPE 2160 et 4718 relatives respectivement à ses activités de stockage de céréales en silos et de stockage gaz inflammable liquéfié (gaz propane dans une cuve aérienne de 70 m <sup>3</sup> , soit une capacité d'environ 30 tonnes), soumises au régime de la déclaration. Ces deux contrôles ont été réalisés le 14 mars 2025 par Bureau Veritas.  Le rapport du contrôle périodique au titre de la rubrique ICPE 2160 (rapport du 27/03/2025 ref. 25446467/1.1.1.R ) fourni par l'exploitant fait état d'une non-conformité majeure : <i>"Absence d'étude technique démontrant que la conception des installations permet d'éviter la ruine en chaîne de l'ensemble de la structure."</i> L'exploitant indique avoir mandaté le bureau d'étude 2LCA pour la réalisation de cette étude avant la fin de l'année 2025 (transmission du contrat de mission du 3 juin 2025) et indique avoir transmis l'échéancier de mise en conformité à Bureau Veritas avant la date limite fixée au 27/06/2025. La date limite pour la sollicitation du contrôle complémentaire est fixée au 27/03/2026.  Le rapport du contrôle périodique au titre de la rubrique ICPE 4718 (rapport du 27/03/2025 ref. 25446467/3.1.1.R ) fourni par l'exploitant ne fait état d'aucune non-conformité.  Au regard des constats, l'inspection propose à M. le Préfet la levée de la mise en demeure.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection l'étude technique demandée au point 2.4.2 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 28/12/07 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2160. Il sollicite l'organisme de contrôle pour la réalisation d'un contrôle complémentaire avant la date

limite fixée au 27/03/2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 30/01/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Campagne de mesure de bruit
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SCI LA CHARENTE, exploitant une installation de stockage de céréales au 9 rue de l'Ile sur la commune de LA VALLEE (17250) est mise en demeure dans un délai de trois mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté de respecter les dispositions des articles suivants :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Article 8.1 de l'arrêté ministériel du 28/12/2007 : L'exploitant met en œuvre des actions correctives permettant de respecter les valeurs réglementaires de bruit et d'urgence de ses installations ;</li> </ul> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la réalisation des actions correctives permettant de respecter les articles sus-mentionnés.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Depuis la mise en service du silo, l'exploitant a mis en place les aménagements suivants pour limiter le bruit de son installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mise en place d'un cabanon d'isolation phonique autour du ventilateur de refroidissement du grain,</li> <li>- insonorisation de la partie brûleur du séchoir,</li> <li>- insonorisation de la chambre des ventilateurs du séchoir,</li> <li>- remplacement de moteurs 1500 tr/min par des moteurs 1000 tr/min en recyclage séchoir,</li> <li>- triplement de la longueur de silencieux du filtre pour l'orienter à l'opposé du village,</li> <li>- mise en place d'une isolation phonique au niveau des têtes d'élévateurs,</li> <li>- équipement des fonds des transporteurs d'alimentation par des fonds en PEHD (poly éthylène haute densité) pour limiter au mieux les bruits de frottement.</li> </ul> <p>Comme demandé par l'inspection, l'exploitant a mandaté un organisme agréé pour réaliser une campagne de mesure des niveaux sonores. Cette campagne a été réalisée le 5 septembre 2025 par Bureau Veritas. Le rapport de mesures acoustiques transmis par l'exploitant (rapport du 16/09/2025 ref. 28219858-1-1-1) montre un respect des seuils réglementaires, notamment au niveau de la zone du voisinage la plus proche du site.</p> <p>Au regard des constats, l'inspection propose à M. le Préfet la levée de la mise en demeure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 3 : Contrôle de l'accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Point 3.2 le l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture, panneaux d'interdiction, etc
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction, etc.).
<b>Constats :</b>  La visite a permis de constater l'absence de clôture ou de panneaux d'interdiction d'accès aux installations du site, sur certaines parties des limites du site, notamment au niveau de la rue de l'Île où se trouve l'entrée du site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant met en œuvre les dispositions nécessaires (clôture, panneaux d'interdiction, etc.) afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent avoir accès aux différentes installations du silo.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 4 : Moyens de secours contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Point 4.3 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant, correctement répartis sur la superficie à protéger et appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux en nombre défini en fonction des sinistres potentiels, d'un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/h chacun pendant deux heures), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes d'une capacité en rapport avec le sinistre potentiel à combattre, au minimum de 120 m<sup>3</sup> ; la combinaison de ces moyens est possible, sous réserve de pouvoir disposer d'une ressource globale de 60 m<sup>3</sup>/h pendant deux heures exploitable par les engins de pompe ;</li><li>- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.</li></ul> [...]  Les dispositifs de lutte contre l'incendie sont correctement entretenus et maintenus en bon état de marche. Ils font l'objet de vérifications périodiques au moins annuelles.

**Constats :**

Le site dispose des moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques.

Sur le terrain, l'inspection a procédé par sondage, sur certains extincteurs, à la vérification de l'étiquetage par l'organisme de contrôle de la date effective du dernier contrôle annuel. Les extincteurs vérifiés disposaient bien de l'étiquette de marquage spécifiant les différents contrôles annuels dont le dernier réalisé au mois de décembre 2024 par la société DESAUTEL.

- une réserve d'eau en bache souple d'un volume de 120 m<sup>3</sup>

Selon l'application Hydraclic du SDIS17, la dernière reconnaissance opérationnelle de cette réserve (A17455.0019) a été réalisée le 27 janvier 2020 avec un état de disponibilité limitée.

Cette reconnaissance fait notamment état des observations suivantes :

- absence de signalisation,
- absence de panneau interdisant le stationnement,
- absence de marquage au sol,
- volume d'eau insuffisant,
- la clôture n'est pas terminée, manque le portillon.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant réalise les travaux nécessaires pour rendre opérationnelle la réserve incendie présente sur le site.

Il informe les services du SDIS17 dès la mise en œuvre des travaux de mise en conformité afin de reprogrammer une visite de contrôle.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois